

ALES GROUPE

Société anonyme au capital de 27 168 648 €
Siège social : 99, rue du Faubourg Saint Honoré, 75008 Paris.
399 636 323 R.C.S. Paris

A - Comptes consolidés

I.-Bilan au 30 juin 2007 (en milliers d'euros)

Bilan Actif	2007			2006
	Montants Bruts 30/06/2007	Amortissements et provisions 30/06/2007	Montants Nets 30/06/2007	Montants Nets 31/12/2006
ACTIF NON COURANT				
Ecarts d'acquisition	21 617.0	4 576.9	17 040.1	17 041.0
Immobilisations Incorporelles	46 037.4	15 974.6	30 062.8	29 128.3
Immobilisations Corporelles	55 342.1	30 820.2	24 521.9	25 719.3
Actifs Financiers disponibles à la vente	117.2	117.0	0.2	1.7
Autres Actifs Financiers non courants	1 024.6		1 024.6	1 075.0
Instruments dérivés actifs non courants	225.0		225.0	254.9
Impôts différés actifs	1 161.0		1 005.0	1 003.2
TOTAL ACTIF NON COURANT	125 524.3	51 488.7	73 879.6	74 223.4
ACTIF COURANT				
Stocks et en cours	34 075.8	4 271.2	29 804.6	29 808.7
Créances Clients et comptes rattachés	51 763.7	1 531.8	50 231.9	41 979.6
Impôts courants actifs	2 557.6		2 557.6	3 975.0
Autres créances d'exploitation courantes	12 739.3	713.6	12 025.7	11 080.6
Autres actifs financiers courants	1 354.9	105.0	1 249.9	2 230.8
Instruments dérivés actifs courants	30.0		30.0	95.6
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12 523.5		12 523.5	21 551.5
TOTAL ACTIF COURANT	115 044.8	6 621.6	108 423.2	110 721.8
TOTAL ACTIF	240 569.1	58 110.3	182 302.8	184 945.2

Bilan Passif	Montants 30/06/2007	Montants 31/12/2006
CAPITAUX PROPRES		
Capital	27 168.6	27 150.1
Primes liées au capital	19 756.6	19 663.8
Réserves Consolidées – Part du Groupe	35 059.9	32 070.9
Résultat Consolidé – Part du Groupe	4 911.5	8 542.7
Capitaux Propres – Part du Groupe	86 896.6	87 427.5
Intérêts Minoritaires	471.2	1 070.1
CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE	87 367.8	88 497.6
PASSIF NON COURANT		
Provisions pour risques et charges non courants	3 104.3	3 291.4
Emprunt et dettes Financières – Part à plus d'un an	22 871.7	24 175.1
Instruments dérivés passifs – non courants		
Impôts différés passifs	13 324.3	13 064.5
Autres Passifs non courants		
TOTAL PASSIF NON COURANT	39 300.3	40 531.0
PASSIF COURANT		
Emprunts et dettes Financières – Part à moins d'un an	18 359.8	15 329.4
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	19 657.7	20 527.0
Impôts courants passifs	3 252.5	5 326.9
Autres dettes d'exploitation courantes	14 364.7	14 733.3
Instruments dérivés passifs courants		
TOTAL PASSIF COURANT	55 634.7	55 916.6
TOTAL PASSIF	182 302.8	184 945.2

II.–Compte de résultat consolidé au 30 juin 2007
(en milliers d'euros)

	1 ^{er} Semestre 2007	1 ^{er} Semestre 2006
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	88 977.9	87 470.0
Coût des Produits vendus	-35 504.0	-32 926.8
MARGE BRUTE	53 473.9	54 543.2
Frais Marketing et Commerciaux	-33 830.2	-30 346.0
Frais généraux et administratifs	-10 465.0	-10 333.0
FRAIS OPERATIONNEL	-44 295.2	-40 679.0
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	9 178.7	13 864.2
Autres Produits et Charges opérationnels	201.0	-696.3
Dotation aux provisions des survaleurs		
RESULTAT OPERATIONNEL	9 379.7	13 167.9
RESULTAT FINANCIER	-1 215.8	-892.8
Impôt sur les bénéfices	-3 430.7	-4 362.4
RESULTAT NET DES ACT. POURSUIVIES – SOC. INTEGREEES	4 733.2	7 912.7
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence		
RESULTAT NET DES ACTIVITES POURSUIVIES	4 733.2	7 912.7
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession		
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	4 733.2	7 912.7
Intérêts Minoritaires	-178.3	72.3
RESULTAT NET – PART DU GROUPE	4 911.5	7 840.4
Résultat Net par action – Part du Groupe (Cf Annexe 4.35)	0.60	0.43
Résultat Net dilué par action – Part du groupe (Cf Annexe 4.35)	0.57	0.41

III – Tableau de variation des capitaux propres consolidés.
(en milliers d'euros)

au 30 juin 2007 (rappel)

	Capital	Primes	Réserves Consolidées	Résultat de l'exercice	Ecart de Conversion	Capitaux Propres Part du Groupe	Capitaux Propres Part des minoritaires	Capitaux Propres Total
Capitaux propres à la clôture du 31/12/2005 - normes IFRS	27 150.0	19 662.9	36 559.8	0.0	-149.9	83 222.8	1 171.5	84 394.3
Résultat consolidé de l'exercice				8 542.1		8 542.1	-10.1	8 532.0
Augmentation de Capital	0.2	0.9				1.1		1.1
Distribution de Dividendes			-4 072.5			-4 072.5	-11.6	-4 084.1
Variation des écarts de conversion					-309.8	-309.8	-79.2	-389.0
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat			112.7			112.7		112.7
Autres Variations			-68.9			-68.9	-0.5	-69.4
Capitaux propres à la clôture au 31/12/2006	27 150.2	19 663.8	32 531.1	8 542.1	-459.7	87 427.5	1 070.1	88 497.6
Résultat consolidé de l'exercice				4 911.5		4 911.5	-178.3	4 733.2
Augmentation de Capital	18.6	92.8				111.4		111.4
Distribution de Dividendes			-5 431.3			-5 431.3	-1.3	-5 432.6
Variation des écarts de conversion					-13.6	-13.6	-7.7	-21.3
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat			-25.3			-25.3		-25.3
Augmentation de capital Ales Groupe USA			-66.2			-66.2		-66.2
Annulation frais de dépôts de marques						0.0	-414.1	-414.1
Autres Variations			-17.4			-17.4	2.5	-14.9
Capitaux propres à la clôture au 30/06/07	27 168.8	19 756.6	26 990.9	13 453.6	-473.3	86 896.6	471.2	87 367.8

IV - Tableau de flux consolidé au 30 juin 2007
(en milliers d'euros)

	1 ^{er} Semestre 2007	1 ^{er} semestre 2006	Total Exercice 2006
Résultat Net avant Impôt	8 164.0	12 275.2	13 625.1
Dotation aux Amortissements	1 535.5	1 386.2	3 346.2
Dotation aux amortissements des survaleurs			1 000.0
Dotation aux Provisions pour R et C	321.1	661.6	927.4
Reprise de Provisions pour R et C	-506.5	-174.4	-464.3
Dotation aux Provisions sur Actifs CT	1 352.6	689.9	1 447.4
Reprise de Provisions sur Actifs CT	-997.9	-273.0	-496.8
Charges et produits sans effet de trésorerie	1 704.8	2 290.3	5 759.9
Charges et produits de placement et de financement	1 077.0	878.1	1 823.1
Variation des Stocks	73.0	-5 813.6	-6 370.7
Variation du Crédit Client	-8 480.8	-9 727.4	-3 191.8
Variation autres Actifs CT opérationnels	-794.5	-3 710.1	-1 985.4
Variation du Crédit Fournisseur	-869.3	2 824.5	1 578.3
Variation autres Passifs CT opérationnels	-347.7	-1 071.5	1 069.6
Variation des créances et dettes opérationnelles	-10 419.3	-17 498.1	-8 900.0
Intérêts nets payés	-1 058.9	-897.3	-1 801.4
Impôts sur le résultat payés	-3 815.3	-1 702.3	-4 593.2

FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES	-4 347.7	-4 654.1	5 913.5
Acquisitions d'immobilisations Corporelles et Incorporelles	-2 031.6	-3 899.2	-5 125.1
Acquisitions d'immobilisations Financières	-42.4	-469.6	-689.2
Produits nets de cessions d'actifs disponibles à la vente	601.9	601.8	1 203.7
Produits nets de cessions d'Immobilisations	397.5	887.7	1 224.7
Dividendes reçus des entreprises associées			
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX INVESTISSEMENTS	-1 074.6	-2 879.3	-3 385.9
Dividendes versés	-5 432.5	-4 084.1	-4 084.1
Augmentation de Capital Ales Groupe SA	111.3	0.5	1.1
Augmentation de Capital Ales Groupe USA - minoritaires			
Augmentation des Emprunts	3 422.5	3 386.8	3 523.8
Remboursement des Emprunts	-3 936.4	-3 456.9	-6 581.0
Augmentation des Emprunts à court terme			
Remboursement des Emprunts à court terme			
Augmentation de l'endettement au titre des crédits baux			
Remboursement de l'endettement au titre des crédits baux	-338.8	-325.4	-664.1
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX FINANCEMENTS	-6 173.9	-4 479.1	-7 804.3
VARIATION DE TRESORERIE DE L'EXERCICE	-11 596.2	-12 012.5	-5 276.7
TRESORERIE D'OUVERTURE	14 212.7	19 645.2	19 645.3
TRESORERIE DE CLOTURE	2 605.0	7 511.0	14 212.7
Incidence des variations des cours des devises	-11.5	-121.8	-155.7

Tableau de variation de l'endettement financier net

	Montants 30/06/2007	Variation	Montants 30/06/2006	Variation	Montants 31/12/2006
Trésorerie brute	12 523.5		21 551.5		19 308.9
Soldes bancaires débiteurs et concours bancaires courants	-9 918.5		-7 338.8		-11 797.9
Trésorerie nette	2 605.0	-11 607.7	14 212.7	6 701.7	7 511.0
Endettement financier brut	-31 313.0		-32 165.7		-35 455.8
ENDETTEMENT FINANCIER NET	-28 708.0	-10 755.0	-17 953.0	9 991.8	-27 944.8

V- Annexe aux comptes consolidés (30 juin 2007)

1- Faits caractéristiques du premier semestre 2007 et événements postérieurs à l'arrêté des comptes

Événements du premier semestre

L'activité d'ALES GROUPE est en progression de 1,7 % par rapport au premier semestre de l'exercice précédent (89,0 millions d'euros pour 87,5 au 30/06/2006) compte tenu de l'évolution défavorable de l'USD qui se traduit par un effet négatif de 0,9 % du chiffre d'affaires et d'un effet de base défavorable après une croissance de +8,4 % au premier semestre 2006 (dont + 47% pour les distributeurs export).

L'activité en France, en hausse de 1,1%, confirme son retour à la croissance. Cette tendance s'inscrit dans une conjoncture difficile, le circuit pharmaceutique, principal circuit de distribution des marques du Groupe connaissant un repli depuis le début de l'année.

Pour sa part, l'activité à l'international poursuit son expansion, les distributeurs progressent de près de 5%, performance notable après une croissance de 47% sur la même période de l'exercice précédent.

Les filiales, quant à elles, enregistrent une amélioration de leurs ventes de 3,0% à taux constants (1,0% à taux courants). Les progressions les plus élevées sont enregistrées en Espagne et en Pologne (près de + 50%).

Répartition du chiffre d'affaires par activité au 30 juin 2007

Malgré, le repli du circuit des pharmacies en France sur le 1er semestre, l'activité soins cosmétiques (50,0 M€) consolide ses ventes (+ 0,6%).

L'activité capillaire réalise un chiffre d'affaires de 34,4 M€ soit une hausse de 2,4% confirmant ainsi son redressement.

- L'un des principaux sujets de satisfaction est le retour à la croissance de l'activité parfum. En effet, CARON bénéficie des fruits du repositionnement de la marque et enregistre ainsi un chiffre d'affaires en croissance de 9,5%.

Au second semestre, le chiffre d'affaires du Groupe devrait progresser plus rapidement notamment grâce à un effet de base plus favorable à l'export.

Les principaux investissements concernent l'acquisition de la participation de 5% détenue par l'actionnaire minoritaire de la filiale italienne, ainsi que diverses acquisitions de matériel industriel.

Evénements Postérieurs à la clôture des comptes

Le groupe a acquis en juillet 2007 la participation de 5% détenue par l'actionnaire minoritaire de la filiale italienne pour 1,3 millions d'euros. Cette opération qui contribue à confirmer une situation qui existait à la date de clôture du semestre s'est traduite dans les comptes au 30 juin 2007 par une diminution des intérêts minoritaires pour 0,3 millions d'euros, un écart d'acquisition de 1,0 millions d'euros affecté à la marque Lierac et la constatation d'une dette financière à court terme de 1,3 million d'euros.

2- Informations relatives au périmètre et aux méthodes de consolidation

2.1 – Périmètre de consolidation

L'ensemble des sociétés placées sous le contrôle direct ou indirect du Groupe ALES GROUPE est inclus dans le périmètre de consolidation.

Le groupe a simplifié son organigramme juridique en acquérant les participations minoritaires détenues par diverses personnes physiques dans certaines filiales du groupe, principalement la filiale italienne. Il en résulte une diminution de 414 milliers d'euros des intérêts minoritaires dont 340 au titre de la filiale italienne.

2.2 – Méthodes de consolidation

Les sociétés détenues directement ou indirectement à 40% ou plus, et dont le groupe a le contrôle, sont consolidées par intégration globale.

2.3 – Liste des sociétés consolidées

La liste des sociétés consolidées figure en annexe.

2.4 – Date de clôture

L'ensemble des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation clôture ses comptes au 31 décembre.

3- Principes comptables et méthodes d'évaluation et de présentation des comptes

3.1 – Principes généraux d'évaluation des comptes

a-Principes généraux

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes internationales, les états financiers consolidés d'Ales Groupe, arrêtés au 30 juin 2007, ont été établis conformément aux normes et interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées par l'Union européenne.

Les normes IFRS ont été appliquées avec effet rétrospectif au 1^{er} janvier 2004, y compris les normes IAS 32 et IAS 39, à l'exception d'une exemption prévue par la norme IFRS 1 sur la première application des normes IFRS : évaluation à la juste valeur au 1^{er} janvier 2004 de certains terrains et constructions, celles-ci constituant le coût historique par convention. L'impact définitif du passage au référentiel IFRS a fait l'objet d'une description détaillée dans l'annexe aux états financiers au 31 décembre 2005.

Les nouvelles normes, amendements de normes existantes et interprétations applicables en 2007 n'ont pas eu d'impact sur les états financiers du Groupe, notamment :

- ? La norme IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir » et l'amendement à la norme IAS 1 « Présentation des états financiers – informations à fournir sur le capital » requièrent de fournir des informations relatives à l'importance des instruments financiers au regard de la situation et de la performance financière du Groupe, ainsi que des informations quantitatives et qualitatives sur la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers auxquels le Groupe est exposé.
- ? L'interprétation IFRIC 7 « Modalités pratiques de retraitement des états financiers selon la norme IAS 29 : information financière dans les économies hyper inflationnistes » ne trouve pas à s'appliquer dans les états financiers du Groupe.
- ? L'interprétation IFRIC 8 « Champ d'application d'IFRS 2 – Paiement fondé sur des actions » requiert d'appliquer la norme IFRS 2 à toutes les transactions dans le cadre desquelles des instruments de capitaux propres sont émis, alors que la contrepartie reçue se révèle être d'une valeur inférieure à la juste valeur dudit placement fondé sur des actions. Cette interprétation n'a pas eu d'effet sur les comptes du Groupe.
- ? L'interprétation IFRIC 9 « Réévaluation des dérivés incorporés » précise que l'analyse du contrat pour déterminer s'il existe un dérivé incorporé et s'il doit être comptabilisé selon la norme IAS 39 doit être effectuée lorsque l'entité devient pour la première fois partie prenante au contrat ou en cas de changement contractuel modifiant de manière significative les flux de trésorerie de ce contrat. Cette interprétation n'a pas trouvé à s'appliquer.
- ? L'interprétation IFRIC 10 « Informations financières et dépréciation » interdit la reprise d'une dépréciation comptabilisée à la date d'arrêt des comptes d'une période intermédiaire, au titre du goodwill, d'un investissement dans un instrument de capitaux propres ou d'un actif

financier comptabilisé au coût. L'interprétation IFRIC 10 s'applique de manière prospective à partir de la date de première application des normes IAS 36 et IAS 39, en l'occurrence le 1er janvier 2004. Cette interprétation n'a pas eu d'effet sur les comptes du Groupe.

? L'interprétation IFRIC 11 « IFRS 2 – Actions propres et transactions intra-groupe » précise la comptabilisation des accords dont le paiement est fondé sur des actions portant sur les instruments de capitaux propres de l'entité et des accords dont le paiement est fondé sur des actions portant sur les instruments de capitaux propres de la mère. Cette interprétation, existant au 30 juin 2007 et applicable par le Groupe à partir du 1er janvier 2009 ne fait pas l'objet d'une application anticipée.

- IAS 19 (amendement) avantages du personnel : Cette révision introduit une alternative pour la comptabilisation des écarts actuariels et peut imposer des obligations supplémentaires pour la comptabilisation des régimes multi employeurs. Cet amendement est sans incidence sur le Groupe qui continue à comptabiliser les écarts actuariels par résultat et qui ne dispose pas de régime multi-employeurs.
- En dépit de l'amendement d'IAS 39 sur les transactions intra-groupes qui rend désormais possible l'application de la comptabilité de couverture pour les opérations visant à couvrir des transactions intra-groupes hautement probables, le Groupe continue d'exclure de la comptabilité de couverture les couvertures de flux de trésorerie se rapportant à des flux intragroupes. Cette règle est notamment appliquée pour l'enregistrement des variations de valeur des instruments de couverture des prévisions de facturations intragroupes en devises.

Le groupe n'a pas anticipé les nouvelles normes et interprétations émises en 2006 et dont l'application obligatoire intervient à compter des exercices suivants. Une analyse est en cours notamment des impacts en terme de présentation des normes IFRS 7 (norme substituée à IAS 30 et 32) et IFRS 8 (information sectorielle).

Certains postes appellent les commentaires suivants, les méthodes comptables et principes d'évaluation appliqués étant décrits avec chaque note sur les postes du bilan et compte de résultat. Ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

b - Recours à des estimations

La préparation des états financiers consolidés requiert de la part de la Direction du Groupe l'utilisation d'estimations et d'hypothèse susceptibles d'impacter les montants qui figurent dans ces états financiers et annexes. Ces estimations sont fondées sur le jugement et les informations disponibles à la date d'établissement des comptes. Les résultats définitifs des opérations pour lesquels la Direction a eu recours à des estimations pourront s'avérer différents des estimations notamment sur la détermination des provisions pour risques et charges et les tests de dépréciation sur les actifs incorporels.

Les postes concernés s'élèvent au 30 juin 2007 à 3,1 millions d'euros pour les provisions pour risques et charges (cf note 4.21) et à 46,6 millions d'euros pour les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles non amortissables (cf notes 4.01 et 4.02).

c- Instruments financiers (IAS 32 et IAS 39)

Classification des actifs financiers

Les titres de participation non consolidés ainsi que les titres de placement sont enregistrés en 'Actifs financiers disponibles à la vente'. Néanmoins, les parts d'OPCVM de trésorerie et des placements mobilisables ou cessibles à très court terme et ne présentant pas de risque significatif de perte de valeur en cas d'évolution des taux d'intérêts sont compris dans la trésorerie.

Les 'Actifs Financiers disponibles à la vente' sont valorisés à leur juste valeur et les gains et pertes latents sont directement enregistrés en capitaux propres sur la ligne 'juste valeur par situation nette'. Si la perte latente est représentative d'une baisse durable, cette perte est comptabilisée en résultat. Les titres de participation correspondant à des titres non cotés sont maintenus au bilan à leur coût d'acquisition si la juste valeur n'est pas déterminable de façon fiable et en l'absence d'indice de dépréciation.

Comptabilité de couverture

La comptabilité de couverture est applicable si :

- La relation de couverture est clairement définie et documentée à la date de sa mise en place.
- L'efficacité de la relation de couverture est démontrée par des tests prospectifs et rétrospectifs.

Dés lors que le principe de la comptabilité de couverture est applicable, les instruments financiers sont enregistrés comme suit :

- pour les couvertures de juste valeur d'actifs ou passifs existants, la partie couverte de ces éléments est évaluée au bilan à sa juste valeur. La variation de cette juste valeur est enregistrée au compte de résultat où elle est compensée par les variations symétriques de juste valeur des instruments financiers de couverture dans la mesure de leur efficacité. Cette règle est notamment appliquée aux instruments financiers de couverture des créances clients en devises.

- pour les couvertures de flux de trésorerie, la partie efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée directement en capitaux propres, la variation de valeur de la part inefficace étant comptabilisée en produits et charges financiers. Les montants enregistrés en capitaux propres sont repris en résultat symétriquement au mode de comptabilisation des éléments couverts. Cette règle est notamment appliquée aux couvertures de taux sur emprunts.

Enfin, la variation de valeur des instruments financiers non éligibles à la comptabilité de couverture est enregistrée au compte de résultat.

d- Frais de recherche et développement (IAS 38)

La norme IAS 38 impose de comptabiliser les frais de développement et les brevets créés en interne à l'actif au cas où la société concernée remplirait six conditions cumulatives énoncées par la norme.

Le Groupe ne remplit pas cumulativement ces conditions et enregistre directement en charge ses frais de recherche et développement.

3.2 – Présentation des comptes

Présentation du bilan

L'application de la norme IAS 1 'Présentation des états Financiers' rend obligatoire la présentation du bilan selon un classement entre éléments courants et non courants.

Les actifs et passifs relatifs au cycle d'exploitation ainsi que les éléments dont l'échéance est inférieure à 12 mois sont présentés dans les éléments courants.

Présentation du Compte de résultat

Le compte de résultat consolidé est présenté par fonction. Cette présentation est celle couramment adoptée dans le secteur de la cosmétique et facilite l'élaboration de l'information sectorielle requise par IAS 14.

Les principaux agrégats du compte de résultat sont les suivants :

Chiffre d'affaires net (ou produit des activités ordinaires)

Il correspond aux ventes de produits et de prestations déduction faite des ristournes et remises y compris les remises de fin d'année

Coût des produits vendus

Il correspond à la somme des achats, frais sur achats, frais de production, de recherche et développement, de logistique, ainsi que les redevances dues à des tiers, au titre des prestations et produits livrés aux clients. Les échantillons et articles promotionnels livrés aux clients sont considérés par le groupe comme un complément du prix de revient et inclus à ce titre dans le coût des produits vendus.

Frais marketing et commerciaux

Ce poste inclut l'ensemble des frais marketing et de formation alloués au développement des marques, les frais des forces de vente et des services commerciaux support.

Frais généraux et administratifs

Ce poste inclut les frais d'administration générale de services généraux et de siège, les frais informatiques autres que ceux dédiés à la production et à la logistique, et les frais immobiliers autres que ceux dédiés à la production et à la logistique.

Autres produits et charges

Ils incluent les plus ou moins values de cession, les dépréciations des actifs incorporels et écarts d'acquisition ainsi que les revenus et charges non récurrents relevant de l'exploitation.

Résultat Financier

Le résultat financier comprend le coût de l'endettement financier net, les autres produits et charges financiers et le résultat de change.

- Le coût de l'endettement financier net inclut, d'une part les charges d'intérêt sur emprunt et opérations de couverture ainsi que la variation de valeur des instruments de couverture afférant à ces emprunts portée en résultat, et d'autre part les produits de trésorerie et équivalents de trésorerie.

- Les autres produits et charges financiers incluent les dividendes reçus et plus et moins values de cession de titres non consolidés, les produits sur prêts, les commissions bancaires, les autres frais et produits financiers divers.

- Le résultat de change inclut l'ensemble des profits et pertes de change y compris les variations de juste valeur des instruments de couverture de change portées en résultat.

Résultat des activités abandonnées

Cette rubrique comprend les plus et moins values de cession et les résultats de la période des activités abandonnées.

Conformément à la norme IFRS 5, une activité abandonnée serait classée dans cette rubrique dès lors qu'elle constituerait une ligne d'activité ou une zone géographique distincte pour le Groupe.

Présentation du tableau de flux

Le choix de la présentation du tableau de flux est la méthode indirecte qui part du résultat net avant impôt.

Les intérêts sont classés en flux de trésorerie opérationnelle comme le permet la norme IAS 7.

Présentation de l'information sectorielle

La norme IAS 14 requiert la communication d'une information sectorielle selon deux niveaux de présentation, niveau primaire et secondaire.

Le choix du secteur primaire étant étroitement lié à la pertinence de l'information par rapport à l'activité du Groupe, à son organisation interne et au reporting destiné à la Direction et au Conseil d'Administration, le Groupe fournit l'information sectorielle de la façon suivante :

- 1^{er} niveau : secteur géographique
- 2^{ème} niveau : secteur d'activité

3.3 – Changements de méthodes

Aucun changement de méthode n'est intervenu au cours du premier semestre 2007.

3.4 – Corrections antérieures

Au dernier trimestre 2006, le groupe a démarré un projet d'implantation d'un nouveau système intégré de reporting des comptes sociaux et consolidés. La mise en œuvre de ce nouveau système au premier trimestre 2007 a permis d'identifier une discordance des taux de marge sur stocks utilisés antérieurement dans le système de consolidation et ceux issus des reportings sociaux des différentes entités du groupe.

Après vérification des données disponibles, le groupe a corrigé cette erreur et retraité rétrospectivement les comptes des exercices antérieurs. Cette correction se traduit par une diminution des capitaux propres consolidés de 1,5 millions d'euros au 31 décembre 2005 et de 0,3 millions d'euros sur le résultat net de l'exercice 2006.

Les états financiers au 30 juin 2007 présentent les comptes consolidés comparés aux comptes retraités de l'exercice 2006. cf 4-07 et 4-08.

4- Notes sur les postes du bilan

4.1 – Notes sur l'actif consolidé

4.00 – Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Les bilans des sociétés étrangères ont été convertis en euros, selon la méthode du taux de clôture. Les comptes de résultat des mêmes sociétés sont convertis aux taux moyens de l'exercice. Les écarts de conversion sont inscrits sur une ligne spécifique dans les capitaux propres.

Les cours retenus sont les suivants :

Devises	Taux de clôture 30/06/07	Taux Moyen De la période	Taux d'ouverture 01/01/07
USD	1.3505	1.3293	1.3170
GBP	0.6740	0.6747	0.6715
CAD	1.4245	1.5082	1.5281
PLN	3.7677	3.8439	3.8941
CHF	1.6553	1.6319	1.6069

Analyse de la variation de l'écart de conversion

Montants en milliers d'Euros

	30/06/07	31/12/06	Variation
Ales Group Inc	-759	-700	-59
Ales Group UK	38	22	16
Ales Group Canada	156	125	31
Ales groupe Polska	18	11	7
Ales groupe Suisse	-6	1	-7
Autres Filiales	80	80	
Total Part du Groupe	-473	-460	-13
Ales Group Inc	-191	-176	-15
Ales Group Canada	39	32	7
Total Part des Minoritaires	-152	-144	-8

La variation de l'écart de conversion des filiales étrangères provient de l'ajustement au taux de clôture des capitaux propres consolidés enregistrés au cours historique.

4.01 – Ecarts d'acquisition

Détermination des écarts

Les écarts d'acquisition représentent l'excédent du coût des titres des sociétés consolidées sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables à la date d'acquisition.

Conformément à IAS 36, les écarts d'acquisition ainsi que les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie font l'objet de tests de dépréciation ('impairments tests') au moins une fois par an à la clôture de l'exercice compte tenu du caractère significatif du dernier trimestre dans la saisonnalité de l'activité. Néanmoins, si des indices significatifs de perte de valeur apparaissaient en cours d'exercice, le Groupe procéderait à une dépréciation de l'actif concerné dès l'arrêté des comptes semestriels.

Toute dépréciation constatée sur un écart d'acquisition est irréversible.

Détermination des indices de pertes de valeur

Les indices de perte de valeur utilisés dans le groupe dépendent de la nature des actifs :

- Pour les actifs incorporels et notamment les marques : évolution du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel courant générés par l'actif en retrait significatif par rapport au budget et au plan opérationnel prévu en début d'exercice.
- Pour les actifs immobiliers non industriels : évolution négative du marché d'actifs comparables pouvant conduire à une valeur de réalisation inférieure à la valeur nette comptable.
- Pour les actifs industriels et autres actifs corporels : arrêt d'exploitation de l'actif.

Détermination des U.G.T

Les 'impairments tests' s'appuient sur des regroupements d'unités génératrices de trésorerie appréciées au niveau des marques. Ils consistent à comparer la valeur nette comptable et la valeur recouvrable, celle-ci étant la plus élevée du prix de vente net et de la valeur d'utilité (valeur actualisée des flux de trésorerie futurs), dans la mesure où ces deux valeurs peuvent être approchées.

Pour chaque unité génératrice de trésorerie, le flux de trésorerie correspond à la somme du résultat opérationnel avant impôt, des dotations nettes aux amortissements et aux provisions, des investissements nets et de la variation du besoin en fonds de roulement avant impôts. Les flux de trésorerie sont actualisés sur une période de 10 ans.

Le taux d'actualisation est un taux avant impôt qui correspond au taux de l'OAT 10 ans à la date du calcul majoré d'une prime de risque.

Les taux de croissance utilisés pour les projections de flux de trésorerie reflètent la disparité des progressions attendues par zones géographiques et par activité.

Le taux de croissance utilisé pour extrapoler les projections de flux de trésorerie au-delà de 5 ans est un taux constant de 2%.

Le Groupe recourt également à des expertises externes afin de conforter ses propres évaluations.

Variation des écarts d'acquisitions

	31/12/06	Augmentation	Diminution	30/06/07
Écarts d'acquisitions				
Impôts différés attachés aux marques				
Brut	18 017			18 017
Impairment	4 576			4 576
Net	13 441			13 441
Écarts d'acquisition autres	3 599			3 599
Total Net	17 040			17 040

Lors de la mise en application des normes IFRS, et pour l'établissement de son bilan d'ouverture, le Groupe avait opté pour l'application rétrospective de ses regroupements d'entreprise antérieurs au 1^{er} janvier 2004.

En application d'IAS 12, les impôts différés passifs antérieurement non comptabilisés en principes français au titre des différences temporaires relatives à des marques acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprise et non cessibles séparément de l'entreprise acquise, ont été comptabilisés dans le bilan d'ouverture IFRS au 01-01-04. Dans le cadre de l'application rétrospective de IFRS 3, l'impact de cet ajustement d'impôts différés passifs a été inscrit en écart d'acquisition pour un montant de 18 018 milliers d'euros.

L'impôt différé relatif à la marque CARON pour 4 577 milliers d'euros a été totalement déprécié. Ainsi, le poste comprend essentiellement les impôts différés attachés aux marques pour un montant net de 13 441 milliers d'euros.

Les autres écarts d'acquisition proviennent d'écarts antérieurement constatés sur la société Ducastel (1 495 milliers d'euros), sur la filiale Ales groupe GmbH (1 037 milliers d'euros), et au reclassement en écart d'acquisition de l'écart de première consolidation sur Ducastel antérieurement affecté au fonds de commerce (1 067 milliers d'euros).

4.02 – Immobilisations incorporelles

Immobilisations incorporelles non amortissables

Elles sont essentiellement constituées par les valeurs affectées aux marques détenues par le Groupe ainsi qu'aux droits aux baux.

Conformément à IAS 36, les immobilisations incorporelles font l'objet d'une dépréciation dès lors que les 'impairments tests' font apparaître une perte de valeur (Cf 4.01)

AU 30/06/2007 le Groupe n'a pas identifié de perte de valeur sur les incorporels.

Pour les marques PHYTO et LIERAC, le groupe a déterminé la valeur recouvrable à partir de la valeur d'utilité basée sur valeur actualisée des flux de trésorerie futurs des U.G.T.

Les droits aux baux des boutiques situées avenue Montaigne et rue du Faubourg Saint Honoré sont inscrits en immobilisations incorporelles conformément à la norme IAS 38. Le Groupe ne les amortit pas compte tenu de l'existence d'un réel marché actif.

Immobilisations incorporelles amortissables

Les immobilisations incorporelles amortissables sont constituées essentiellement de :

- Logiciels amortis sur une durée de 1 à 5 ans
- Frais de dépôts sur marques acquises amortis sur la durée du dépôt

Les frais de recherche et développement sont intégralement passés en charges ainsi que les frais relatifs à la propriété industrielle développée en interne par le groupe

Les immobilisations incorporelles s'analysent comme suit (montants en milliers d'Euros) :

Variation des Immobilisations Incorporelles

	31/12/06	Augmentation	Diminution	30/06/07
marques				
Brut	41 189			42 176
Impairment	-13 491	987		-13 491
Net	27 698			28 685
Droits au Bail	875			875
Brut total	42 064			43 051
Impairment total	-13 491	987		-13 491
Net total	28 573	987		29 560
Logiciels et autres immobilisations				
Brut	2 931	55		2 986
Amortissements	-2 376	-108		-2 484
Net	555	-53		502
Total Immobilisations Incorporelles				
Brut	44 995	1 042		46 037
Impairment/Amortissement	-15 867	-108		-15 975
Net	29 128	934		30 062

L'augmentation des marques immobilisées correspond à l'affectation à la marque Liérac de la survaleur constatée lors de l'acquisition de la participation minoritaire dans la filiale italienne.

4.03 – Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur éventuelles.

Lors de la première application des normes IFRS, le Groupe a opté pour la réévaluation de certaines immobilisations comme décrites au paragraphe 3-1 a, les justes valeurs devenant ainsi le coût historique par convention. Les autres immobilisations ont été conservées à leur coût d'entrée historique.

Le groupe applique la méthode de comptabilisation des immobilisations par composants.

Les amortissements sont constatés en diminution de la valeur brute des immobilisations et sont calculés en fonction des durées d'utilisation estimées des biens, ces dernières pouvant être adaptées en fonction du degré d'utilisation des biens.

Aucune valeur résiduelle n'a été retenue en l'absence d'élément permettant de les déterminer de façon fiable.

Les durées d'amortissement en mode linéaire retenues par le groupe sont les suivantes :

Types d'immobilisations Corporelles	Durées
Immeubles à usage de bureau	50 ans
Constructions et aménagements :	
- Gros Œuvre	30 ans
- Clos/Couverts	30 ans
- Lots techniques	20 ans
- Second Œuvre	10 ans
Installations techniques	10 ans
Matériels techniques	5 à 10 ans
Autres Immobilisations Corporelles	5 à 10 ans

Location financement

Les biens utilisés par le groupe dans le cadre d'un contrat de location financement sont traités dans le bilan et le compte de résultat consolidé comme s'ils avaient été acquis par emprunt. En conséquence, les postes d'immobilisations corporelles incorporent les montants financés à l'origine par le bailleur en contrepartie d'un emprunt inscrit au passif.

Les annuités de loyer sont éliminées et remplacées :

- par une dotation aux amortissements correspondant aux immobilisations concernées,
- par une charge financière relative à l'emprunt.

Les immobilisations corporelles s'analysent comme suit (montants en milliers d'Euros) :

Variation des Immobilisations Corporelles

	31/12/06	Augmentation	Diminution	30/06/07
VALEURS BRUTES				
Terrains	2 052			2 052
Terrains en Crédit-bail	1 279			1 279
Constructions	21 124	121	-1 102	20 143
Constructions en Crédit-bail	10 380			10 380
Installations techniques matériel/outillage	12 918	374	-1	13 291
Autres immobilisations corporelles	7 999	161	-81	8 080
En Cours, avances et acomptes	208		-90	118
TOTAL	55 959	656	-1 274	55 342
AMORTISSEMENTS				
Terrains	15	4		19
Terrains en Crédit-bail				
Constructions	10 058	565	-694	9 929
Constructions en Crédit-bail	3 501	199		3 700
Installations techniques matériel/outillage	11 099	325	-51	11 373
Autres immobilisations corporelles	5 567	307	-75	5 799
En Cours, avances et acomptes	-			
TOTAL	30 240	1 400	820	30 820
VALEURS NETTES				
Terrains	2 037	-4		2 033
Terrains en Crédit-bail	1 279			1 279
Constructions	11 066	- 444	- 408	10 214
Constructions en Crédit-bail	6 879	- 199		6 680
Installations techniques matériel/outillage	1 819	49	50	1 918
Autres immobilisations corporelles	2 432	- 146	-6	2 280
En Cours, avances et acomptes	208		-90	118
TOTAL	25 719	- 744	-454	24 522

Les principaux investissements concernent l'aménagement du site industriel de CASTELFRANC ainsi que diverses acquisitions de matériel industriel.

Les principaux désinvestissements concernent la mise au rebus des installations et aménagements de la boutique Caron à New York.

4.04 – Actifs financiers disponibles à la vente

Ils sont essentiellement constitués par la participation dans la société Executive Development soit 117 milliers d'euros laquelle a été intégralement dépréciée compte tenu de la valeur probable de réalisation de cet actif.

4.05 – Autres Actifs financiers non courants

Ils comprennent divers prêts et dépôts et cautionnements versés ainsi que les avances en compte courant à la société Executive Development pour 105 milliers d'euros lesquelles sont intégralement provisionnées.

4.06 – Impôts Différés Actifs

Ils proviennent des impôts différés constatés au titre des filiales étrangères dès lors que celles-ci présentent une perspective de rentabilité durablement positive. Ils se répartissent comme suit (montants en milliers d'euros):

	30/06/07	31/12/06	Variation
Ales groupe USA	756	776	-20
Ales groupe Italie	249	227	22
TOTAL	1 005	1 003	2

Ils sont issus des différences temporaires et définitives entre les valeurs fiscales et comptables à hauteur de 860 K€ et à hauteur de 145 K€ de déficits reportables.

Le groupe dispose de 2 944 K€ déficits reportables.

Les échéances de ces déficits se situent au delà de 2011 dont 1 782 K€ sont illimités.

4.07 – Stocks

Les stocks sont valorisés selon la méthode du Prix Moyen Pondéré

Les stocks font l'objet d'une provision pour dépréciation dès lors que la valeur probable de réalisation devient inférieure au prix de revient. Il s'agit essentiellement de produits dont la péremption devient probable ou de produits dont la commercialisation est arrêtée ou décidée.

Les stocks s'analysent comme suit (montants en milliers d'Euros) :

	Valeur Brute 30/06/07	Dépréciation 30/06/07	Valeur Nette 30/06/07	Valeur Nette 31/12/06	Variation
Matières Premières Et composants	14 429	2 341	12 088	15 627	-3 539
En Cours	782	71	710	690	20
Produits Finis (1)	18 865	1 859	17 006	13 492	3 514
TOTAL	34 076	4 271	29 805	29 809	-4

(1) les stocks de produits finis sont retraités au 31/12/206 cf 3-4.

Au 30/06/07, les dotations aux dépréciations des stocks s'élèvent à 602 milliers d'euros et les reprises à 672 milliers d'euros.

4.08 – Créances courantes

Les créances courantes s'analysent comme suit (montants en milliers d'Euros) :

	Valeur Brute 30/06/07	Dépréciation au 30/06/07	Valeur Nette au 30/06/07	Valeur Nette 31/12/06	Variation
Créances Clients	51 764	1 532	50 232	41 980	8 252
Impôts courants actifs (1)	2 558		2 558	3 975	- 1 417
Autres créances courantes (2)	3 079		3 079	3 377	- 298
Charges Constatées d'avance (3)	9 660	714	8 946	7 704	1 242
Autres Actifs Financiers Courants (4)	1 250		1 250	2 231	-981
TOTAL	68 311	2 246	66 065	59 267	6 798

(1) Ce poste est composé essentiellement des acomptes d'impôt versés par la holding pour 2 398 milliers d'euros.

(2) Les autres créances courantes incluent les créances sur l'Etat au titre de la TVA pour 2 321 milliers d'euros

(3) Les charges constatées d'avance comprennent essentiellement les échantillons et articles promotionnels achetés et non encore consommés. Par prudence, le Groupe constate une dépréciation si l'utilisation de ces articles devient improbable. Les échantillons et articles promotionnels sont retraités au 31/12/06 cf. 3-4.

(4) Les autres actifs financiers courants incluent le solde de la créance sur la société Hanbul suite à la cession de la participation dans cette société soit 603 milliers d'euros.

4.09- Instruments dérivés actifs

Les instruments dérivés actifs non courants soit 225 milliers d'euros correspondent à la valorisation au 30 juin 2007 des instruments de couverture de taux mis en place par le Groupe. Les instruments dérivés actifs courant soient 30 milliers d'euros correspondent aux instruments de couverture de change non éligible à la comptabilité de couverture.

4.10 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

Ce poste regroupe les liquidités en comptes courants bancaires, les parts d'OPCVM de trésorerie et les placements mobilisables ou cessibles à très court terme et ne présentant pas de risque significatif de perte de valeur en cas d'évolution des taux d'intérêt.

Les plus values latentes sur les parts d'OPCVM au 30 juin 2007 ne sont pas significatives.

Les découverts bancaires sont inclus dans le poste « Emprunts et dettes financières - part à moins d'un an.

4.11 – Opérations en devises et risque de change

Au 30 juin 2007, le groupe facture ses filiales étrangères hors zone euro dans leur devise. Ces facturations sont couvertes systématiquement par des ventes à terme.

De plus, les budgets de vente à ces filiales sont couverts par des achats de puts dès lors qu'ils représentent un risque jugé significatif. Pour le deuxième semestre 2007, le cours garanti de l'USD est voisin de 1,325 EUR/USD pour des prévisions de facturations de 3000 milliers d'USD.

La valeur de marché de ces options s'élève à 72 milliers d'euros au 30 Juin 2007.

Les instruments de couverture de change sont valorisés et présentés conformément aux normes IAS 32/39. L'application de ces règles au groupe ainsi que leur impact sur les comptes 2004 et 2005 est présentée au § 3.1 a.

Les instruments de couverture sur les prévisions de facturation en devises portant sur des flux inter compagnies, la variation de leur valorisation a été intégralement portée en résultat.

Position de change au 31 décembre 2007 (Montants en milliers de devises) :

	USD	CAD	PLN	GBP
Actifs en devises	5 182	1 067	1 649	327
Passifs en devises				
Position Nette avant gestion	5 182	1 067	1 649	327
Position de couverture	-5 681	- 1 020	-1 590	- 397
Position Nette après gestion	- 499	47	59	- 70

Les expositions nettes ne sont pas significatives

Comme précédemment indiqué, le risque principal concerne l'USD. La facturation à la filiale ALES GROUPE INC est estimée à 3 500 milliers d'USD par semestre. Le cours moyen constaté au premier semestre est de 1,3293. Sur la base des couvertures existantes au 30 juin 2007, une variation de plus ou moins 10 % de l' USD par rapport à ce cours moyen aurait les effets suivants sur la marge consolidée du deuxième semestre (montants en milliers d'euros) :

Cours moyen USD 2 ^{ème} semestre 2007	Effet sur la marge
1,4622	+ 7
1,1964	+ 292

Les filiales étrangères facturent la totalité de leurs clients en devise locale.

Les chiffres d'affaires réalisés localement au 30/06/2006 sont les suivants (montants en milliers de devises) :

	Montants	Devise
USA	11 669	USD
Allemagne	4 589	Euro
Italie	19 935	Euro
Belgique	1 601	Euro
Angleterre.....	640	GBP
Canada	1 691	CAD
Espagne	771	Euro
Pologne	3 234	PL

4.2 – Notes sur le passif consolidé

4.21 – Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges s'analysent comme suit :

	Montants en milliers d'Euros		
	31/12/06	30/06/07	Variation
Provisions pour litiges et charges diverses (1)	1 450	1 167	-283
Provisions pour indemnités de fin de carrière et médailles du travail (2)	1 841	1 937	96
TOTAL	3 291	3 104	-187

(1) Ces provisions concernent des litiges prud'homaux pour 239 milliers d'euros et divers litiges individuellement sans incidence majeure pour le solde.

(2) Provisions pour indemnités de fin de carrière et médailles du travail

Il existe dans le Groupe différents régimes de retraite, en France et dans certaines filiales étrangères.

Le montant des indemnités de fin de carrière a été évalué au 30/06/07 à 1 717 milliers d'Euros pour les sociétés françaises, 189 milliers d'euros pour la filiale Italienne et 31 milliers d'euros pour la filiale Allemande contre 1 841 milliers d'Euros au 31/12/06.

En France, le Groupe a pris des engagements vis-à-vis de ses salariés en matière de retraite. Les primes versées à l'occasion de la remise des médailles du travail pendant la période de travail des salariés font l'objet d'une provision évaluée en tenant compte des probabilités que les salariés atteignent l'ancienneté requise et est actualisée.

Compte tenu des dispositions de la convention collective, le calcul des engagements pour indemnités de retraite prend en compte, pour chaque employé, les éléments suivants :

- le salaire
- l'ancienneté
- des catégories d'âge conformes aux normes du secteur d'activité
- une probabilité de départ à l'âge de 65 ans
- un taux de rotation par catégorie d'âge
- un taux annuel moyen d'évolution des salaires
- un taux d'actualisation

Pour l'arrêté des comptes au 30 juin 2007, les paramètres suivants ont été utilisés :

Tranches D'âge	Taux annuel de Turn over	Taux annuel moyen D'augmentation des salaires
Avant 30 ans	5,00 %	1,50 %
De 30 à 39 ans	3,50 %	1,50 %
De 40 à 49 ans	1,50 %	1,50 %
Après 49 ans	0,10 %	1,50 %
Taux d'actualisation : 3,50 %		

Aucun engagement, et notamment en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées, n'a été contracté au profit des dirigeants, des organes d'administration, de direction ou de surveillance.

4.22 – Dettes financières et risques sur endettement

Le montant des Dettes Financières ventilé par échéance s'analyse comme suit (montants en milliers d'Euros) :

	A moins d'1an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	Total A plus d'1 an 30/06/07	Total 30/06/07	Total 31/12/06
Emprunts Bancaires à Moyen Terme	7 285	17 095	229	17 324	24 609	25 168
Crédit baux	702	2 815		2 815	3 517	3 856
Emprunts Bancaires à Court Terme	4 309				4 309	3 019
Banques créditrices et Intérêts courus	5 609				5 609	4 320
Participation et Autres emprunts	455	2 733		2 733	3 187	3 141
TOTAL	18 360	22 643	229	22 872	41 231	39 505

Dettes Financières assorties de Covenants

Un certain nombre de lignes de crédit bancaires sont assorties de covenants (montants en milliers d'euros) :

Montant à L'origine	Capital Restant dû	Echéance Finale	Descriptif des covenants
1 000,0	54,0	16/07/07	Dettes Nette Consolidée/Ebitda Consolidé < 3 Dettes Nette Consolidée/Fonds Propres Consolidés <=1
2 000,0	1 038,3	01/10/09	Dettes Nette Consolidée/Ebitda Consolidé < 3 Dettes Nette Consolidée/Fonds Propres Consolidés <=1
30 000,0	12 750,0	31/12/10	Dettes Financière Nette Consolidée/Capacité d'Autofinancement Consolidée < 6 puis 5,5 à compter du 31/12/07 Dettes Nette Consolidée/Fonds Propres Consolidés <1 puis 0,9 à compter du 31/12/07
4 000,0	1 261,3	01/10/08	Dettes nette Consolidée/Ebitda consolidé < 2,6 Dettes nette consolidée/Fonds Propres consolidés < 1,2
5 000,0	2 750,0	10/03/10	Endettement à moyen et long terme /Capacité d'autofinancement < 5 Dettes à moyen et long terme / Fonds propres < 1
3 000,0	2 400,0	01/04/11	Dettes Nette Consolidée/Ebitda Consolidé <= 3 Dettes Nette Consolidée/Fonds Propres Consolidés <=1
3 000,0	3 000,0	02/04/12	Dettes Nette Consolidée/Ebitda Consolidé < 3 Dettes Nette Consolidée/Fonds Propres Consolidés <1

Dettes couvertes par des sûretés

montants en milliers d'Euros

Privilège de prêteur de deniers 1 ^{er} rang	467
Caution	709
TOTAL.....	1 176

Couverture du risque de taux

A l'exception d'un emprunt à taux fixe, dont le capital restant dû est de 467 milliers d'euros, les intérêts de la totalité des crédits bancaires et des crédits baux sont indexés sur une référence variable Euribor pour l'euro et les crédits court terme en USD sur le taux au jour le jour de l'USD.

Les échéances de la ligne de crédit ayant pour objet le refinancement de l'emprunt obligataire (12 750 milliers d'euros au 30 juin 2007) sont couvertes jusqu'au 30 juin 2008 par un tunnel défini comme suit :

- Si euribor 3 mois < 2,20 le Groupe paye 2,20 + 12 bp
- Si 2,20 < euribor 3 mois < 2,75 le Groupe paye euribor 3 mois + 12 bp
- Si euribor 3 mois > 2,75 le Groupe paye 2,75 + 12 bp

Par ailleurs, la société a mis en place au 10/09/05 une couverture jusqu'au 10/09/08 de l'emprunt de 5 000 milliers d'euros souscrit le 10/03/05. Cette couverture est un tunnel défini comme suit :

- Si euribor 3 mois < 2,15 le Groupe paye 2,150 + 8 bp
- Si 2,15 < euribor 3 mois < 2,75 le Groupe paye euribor 3 mois + 8 bp
- Si euribor 3 mois > 2,75 le Groupe paye 2,75 + 8 bp

-

Les autres lignes de crédit ne font pas l'objet d'opérations de couverture de taux.

Les instruments de couverture de taux sont valorisés et présentés conformément aux normes IAS 32/39.

Au 30 juin 2007, la valorisation des instruments de couverture de taux est inscrite à l'actif sur la ligne **Instruments dérivés actifs – non courant** pour 225 milliers d'euros.

Au 30/06/2007 sur la base de l'endettement net et des couvertures existantes, une variation des taux d'intérêts aurait les effets suivants sur le résultat financier du 2^{ème} semestre (montants en milliers d'euros)

Evolution taux variables	Résultat financier
+ 100bp	- 47
- 100bp	+ 47

4.23 - Engagements hors bilan

La société Ales groupe SA s'est portée caution en faveur de certaines filiales en garantie du remboursement de lignes de crédit court terme pour les montants suivants :

600 000 euros en faveur des Laboratoires Ducastel

835 735 titres Ales groupe sont nantis au profit de la banque Natixis en garantie d'un prêt bancaire moyen terme dont le montant restant dû au 30 juin 2007 est de 12,7 millions d'euros.

Au titre divers contrats, le groupe est engagé vis-à-vis de tiers sur des durées variables. Les principaux engagements s'établissent comme suit (montants en milliers d'euros) :

	A moins de 1 an	Entre 1 et 5 ans	Au-delà de 5 ans	Total
Locations Immobilières	2 813	5 708	2 000	10 522
Locations de matériels	1 171	1 622		2 793
Autres engagements				
Total Engagements bruts	3 984	7 330	2 000	13 315
Engagements reçus sur				
Locations immobilières	209	520		729
Total engagements nets	3 774	6 810	2 000	12 585

4.24 – Impôts différés passifs

Les impôts différés passifs au 30/06/07 comprennent les impôts différés constatés sur la valeur nette des survaleurs affectées aux marques pour 13 907 milliers d'euros.

Le solde soit -583 milliers d'euros correspond à la position nette d'impôts différés constatée sur l'ensemble des sociétés françaises intégrées fiscalement.

4.3 – Notes sur le compte de résultat consolidé

4. 31 Analyse des frais opérationnels

Les frais opérationnels incluent notamment les frais par nature suivants :

Montants en milliers d'Euros

	30/06/07	30/06/06	Variation
Frais de personnel (1)	23 575	22 638	937
Participation	507	428	79
Dotation aux amortissements des immobilisations	1 508	1 386	122
Dotation nette aux provisions sur actif circulant	355	417	- 62

(1) l'augmentation des frais de personnel est principalement due au développement des forces de vente sur les différents marchés

4.32 – Autres Produits et Charges

Montants en milliers d'Euros

	30/06/07	30/06/06
Moins-value suite à transfert et abandon de locaux (1)	-382	- 162
Dotation aux provisions sur immobilisations incorporelles		
Dot. Et reprise de provisions sur litiges prud'homaux	277	- 200
Dot. Et reprise de provisions Indemnités de retraite	- 95	- 255
Reprise de provision sur litige fiscal	314	
Revenus et charges divers	87	- 79
Total Autres Revenus et Charges	201	-696

(1) la charge constatée sur le premier semestre 2007 correspond à l'amortissement exceptionnel des agencements de la boutique Caron située à New York.

4.33 – Résultat financier

Montants en milliers d'Euros

	30/06/07	30/06/06	Variation
Frais Financiers sur emprunts moyen et long terme	-521	-562	41
Frais Financiers sur Crédit baux	-88	-95	7
Variation de juste valeur des couvertures de taux	9	-14	23
Frais Financiers sur crédits court terme	-50	-47	-3
Produits de cession de valeurs mobilières	150	137	13
coût de l'endettement financier net	-500	-581	81
Commissions et frais bancaires	-392	-218	-174
Autres frais financiers	-233	-158	-75
Produits de cession d'actifs disponibles à la vente			
Variation de juste valeur des actifs financiers	-22		-22
(1)	69	79	-10
Produits financiers divers	-578	-297	-281
Autres Produits et charges financiers			
Résultat de change courant	-72	-377	305
Variation de juste valeur des couvertures de change	-66	362	-428
Résultat de change	-138	-15	-123
Résultat Financier	-1 216	-893	-323

(1) Impairment des titres non consolidés au 30 06 2007 cf 4.04 et de la créance attachée

4.34 – Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôt comprend :

- l'impôt exigible de la période, qui inclut les droits fiscaux et crédits d'impôts effectivement utilisés au règlement de cet impôt.
- L'impôt différé, qui résulte de différences temporaires d'impositions.

Les retraitements propres à la consolidation, ainsi que les écarts entre les résultats sociaux et fiscaux ou entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs constituent des différences temporaires d'imposition.

Ces impositions différées sont traitées selon la méthode du «report variable». Elles sont comptabilisées selon le taux d'imposition en vigueur. Les variations liées au taux sont enregistrées en résultat sauf lorsque ces variations concernent des éléments antérieurement comptabilisés en capitaux propres.

Toutes les impositions différées en résultant figurent à l'actif ou au passif du bilan. Ils sont compensés entre eux quand ils trouvent leur origine au sein d'un même groupe fiscal.

Une convention d'intégration fiscale a été signée fin 1995 entre ALES GROUPE et certaines sociétés du Groupe. Pour l'exercice 2007, l'ensemble des sociétés françaises membres du Groupe et soumises à l'impôt sur les sociétés est intégré fiscalement.

Charge d'impôt

Montants en milliers d'Euros

	30/06/07	30/06/06	Variation
Impôts exigibles	3 158	4 554	-1 396
Impôts différés	273	-192	465
Total Charge d'impôt	3 431	4 362	-931

Rapprochement entre la charge d'impôt théorique et la charge d'impôt effective

	30/06/07	30/06/06
Résultat des sociétés intégrées avant impôt	8 164	12 275
Charge d'impôt théorique (*)	2 776	4 196
Impact des charges définitivement non taxables	45	6
Impact des produits non taxables		
Impact taux d'impôt différent des filiales étrangères	535	48
Crédit d'impôt recherche		
Ajustement du taux d'impôt différé	86	64
Divers	-11	48
Impôt effectif	3 431	4 362
Taux d'impôt effectif	42,0 %	35,5 %

(*) 34,00 % au 30/06/07 et 34,18 % au 30/06/06 (taux interne ressortant de l'intégration fiscale)

4.35 – Résultat par action

Le résultat consolidé – part du groupe du premier semestre 2007 s'élève à 4 911 518 euros.

Le résultat par action soit 0,36 euro résulte de la division de ce résultat par le nombre d'actions ordinaires existant au 30/06/07 soit 13 584 338 actions.

Le résultat dilué par action soit 0,35 euro résulte de la division de ce même résultat par la somme du nombre d'actions ordinaires existant au 30/06/07 soit 13 584 338 actions et des actions qui pourraient résulter de l'exercice des bons de souscription d'actions (BSA) existant à la clôture soit 635 603 BSA à raison de 1 action par BSA.

4.4 – Notes sur le Tableau de Flux Consolidé

La variation des différentes composantes du Besoin en fonds de Roulement est présentée de façon détaillée dans le tableau de flux consolidé.

4.41 – Analyse de la trésorerie Nette

La trésorerie nette s'analyse comme suit (montants en millions d'euros):

	30/06/07	31/12/06	Variation
Intérêts courus			
OPCVM non disponibles	0,3	0,3	
OPCVM disponibles (1)	3,5	13,1	- 9,6
Comptes bancaires - actif	8,7	8,1	0,6
Total Trésorerie Brute	12,5	21,5	- 9,0
Intérêts courus	0,1	0,1	
Lignes de crédit CT utilisées	3,0	3,0	
Autres dettes à court terme	1,3		1,3
Comptes bancaires – passif	5,5	4,2	1,3
Total trésorerie - passif	9,9	7,3	2,6
TRESORERIE NETTE	2,6	14,2	11,6

(1) Les OPCVM disponibles sont constituées de SICAV de trésorerie ou assimilés immédiatement liquides et sans risque en capital. L'horizon de placement est inférieur à 3 mois pour 1,2 millions d'euros et de 12 mois pour 1,8 millions d'euros.

4.42 – Lignes de crédit non utilisées

Au 30 juin 2006, le groupe disposait de lignes de crédit non utilisées. Elles s'analysent comme suit (montants en millions d'euros):

Escompte clients	9,0
Crédits de trésorerie mobilisables sous forme de billets à ordre	3,0
Lignes de découvert	5,2
Total	17,2

4.43 – Flux de trésorerie concernant la capacité de production

Le montant des investissements réalisés sur les sites de production de Bezons et de Castelfranc s'élève à 0,4 millions d'euros. Il s'agit, pour l'essentiel, d'investissements destinés à maintenir la capacité de production.

4.5 – Autres informations sur les états financiers

4.51 – Informations par secteurs géographiques

Définition des secteurs :

. Le secteur **France** comprend les activités commerciales réalisées sur le marché Français ainsi que les activités industrielles, logistiques et de recherche et développement.

. Le secteur **Grand Export** comprend les activités commerciales vers les distributeurs export

. Le secteur **Filiales Europe** correspond à l'activité commerciale réalisée en Europe par les filiales de distribution du Groupe

. Le secteur **Filiales Amérique** correspond à l'activité commerciale réalisée en Amérique du Nord par les filiales de distribution du Groupe

. Les éléments **non affectés** sont constitués des frais de fonctionnement de la société mère et de la structure en charge de la gestion des marques. Ils comprennent également les autres revenus et charges qui ne relèvent pas d'un secteur géographique donné.

a – Informations sur le compte de résultat

	Montants en millions d'euros													
	France		Grand Export		Fil. Europe		Fil. Amérique		Non Affectés (3)		Eliminations		Consolidé	
	06/07	06/06	06/07	06/06	06/07	06/06	06/07	06/06	06/07	06/06	06/07	06/06	06/07	06/06
Produits externes	36,7	36,3	13,9	13,2	28,5	27,7	9,9	10,3					89,0	87,5
Produits inter secteurs (1)	14,8	16,4									- 4,8	-16,4		
Produits des activités ordinaires	51,5	52,7	13,9	13,2	28,5	27,7	9,9	10,3			-14,8	-16,4	89,0	87,5
Résultat Opérationnel (2)	1,2	3,9	2,4	3,7	6,7	6,0	-0,3	0,8	-0,6	- 1,2			9,4	3,2
Charges sans contrepartie de trésorerie (4)	1,5	2,0			0,2	0,4		- 0,1					1,7	2,3

Commentaires

.(1) Les produits inter secteurs de la France correspondent aux cessions de la France aux filiales de distribution internationales

. (2) Pour chaque zone, le résultat opérationnel correspond à la contribution de l'ensemble des activités commerciales de la zone au résultat opérationnel consolidé

.(3) Le résultat opérationnel non affecté est constitué des frais de fonctionnement de la société mère et de la structure en charge de la gestion des marques

. (4) Les charges sans contrepartie de trésorerie correspondent à la somme des dotations aux amortissements et des dotations et reprises de provisions sur actifs et pour risques et charges.

b – Autres Informations

Montants en millions d'euros

	France		Grand Export		Fil. Europe		Fil. Amérique		Autres non affectés (1)		Eliminations		Consolidé	
	06/07	06/06	06/07	06/06	06/07	06/06	06/07	06/06	06/07	06/06	06/07	06/06	06/07	06/06
Actifs sectoriels	75,4	78,1	12,0	8,6	28,4	26,4	9,1	9,3	57,4	69,0			182,3	191
Participations dans les sociétés mises en équivalence														
Actif total consolidé	75,4	78,1	12,0	8,6	28,4	26,4	9,1	9,3	57,4	69,0			182,3	191
Investissements Sectoriels	0,6	1,1			0,1	0,5		2,4	1,3				2,0	4
Passifs sectoriels	31,2	32,8			7,8	7,8	1,3	1,7	54,6	61,0			94,9	103

Commentaires

Les informations sont présentées en fonction de leur implantation géographique sauf pour le Grand Export pour lequel les actifs (créances clients) sont présentés en fonction de la localisation des clients

(1) Les actifs non affectés par zone géographique sont essentiellement constitués des écarts d'acquisition autres que ceux directement affectables, des marques, des impôts différés actifs et des actifs de trésorerie.

Les passifs non affectés par zone géographique sont essentiellement constitués des dettes financières et des impôts différés passifs

4.52 – Informations par secteurs d'activités

	Montants en millions d'euros													
	Capillaire		Cosmétique		Parfum		Autres affectés		non affectés		Eliminations		Consolidé	
	06/07	06/06	06/07	06/06	06/07	06/06	06/07	06/06	06/07	06/06	06/07	06/06	06/07	06/06
Produits externes	34,4	33,6	50,0	49,7	4,6	4,2							89,0	87,5
Actifs sectoriels	57,2	56,2	75,3	68,5	12,8	13,7	37,0	53,0					182,3	191,4
Investissements sectoriels	0,2	0,4	1,3				0,5	3,6					2,0	4,0

Commentaires

Les actifs non affectés par activité correspondent pour l'essentiel à la trésorerie, aux actifs industriels communs aux différentes marques.

4.53 – Effectifs

L'effectif moyen au cours de l'exercice, pour les sociétés consolidées par intégration globale est le suivant :

Total au 30.06.07	
Cadres.....	142
Commerciaux.....	104
Agents de maîtrise.....	124
Employés.....	44
Ouvriers.....	141
Effectif moyen total France.....	555
Effectif moyen total Groupe	824

4.54 – Capital social

Le capital social de la société ALES GROUPE est de 27 168 648 euros au 30/06/2007. Il est composé de 13 584 324 actions d'une valeur nominale de 2 euros.

Par ailleurs, dans le cadre de l'augmentation de capital réalisée en mars 2004, la société a émis des Bons de Souscription d'Actions (BSA). Chacun de ces bons, exerçables jusqu'au 23/03/2009, donne le droit de souscrire à 1 action au cours de 12 euros.

Liste des sociétés consolidées au 30/06/07

SOCIETES	Adresses et numéros SIREN	% intérêt	% Contrôle	Méthode
ALES GROUPE	99, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 PARIS 399 636 323			Société consolidante
LAB. PHYTOSOLBA	99, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 PARIS 692 022 213	99,98	99,98	Intégration Globale
LAB. LIERAC	99, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 PARIS 301 639 878	99,97	99,98	Intégration Globale
PARFUMS CARON	99, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 PARIS 562 108 977	99,99	99,99	Intégration Globale
LAB. DUCASTEL	27, avenue de la Bastide 46140 CASTELFRANC 310 602 313	99,98	100,00	Intégration Globale
CASTER	35, avenue Franklin Roosevelt 75008 PARIS 310 710 686	99,97	99,97	Intégration Globale
Laboratoire PHYTODERM	35, avenue Franklin Roosevelt 75008 PARIS 329 834 246	99,99	99,99	Intégration Globale
PHYTALES	89, rue Salvador Allende 95870 BEZONS 340 062 231	100,00	100,00	Intégration Globale
ALES GROUPE INDUSTRIE	89, rue Salvador Allende 95870 BEZONS 433 722 147	99,98	100,00	Intégration Globale
ALES GROUP INC	1350 Avenue of the Americas NEW YORK NY 10019 USA	79,98	80,00	Intégration Globale
ALES GROUP COSMETIC GmbH	Schwanheimer Strasse, 113 FRANKFURT AM MAIN Allemagne	99,98	100,00	Intégration Globale
ALES GROUPE ESPANA	Calle José Ortega y Gasset, 11 MADRID 28006 Espagne	99,97	99,97	Intégration Globale
ALES GROUPE Italia S.p.A.	Largo Donegani, 2 20121 MILANO Italie	99,97	100,00	Intégration Globale
ALES GROUPE BENELUX SPRL	45, rue Victor Allard 1180 BRUXELLES Belgique	99,72	99,75	Intégration Globale
ALES GROUP UK Ltd	9, Risborough Street LONDON SE10HF Grande-Bretagne	99,98	100,00	Intégration Globale
ALES GROUP Canada	1255 rue University MONTREAL QUEBEC H3B 3B6 CANADA	79,98	80,00	Intégration Globale
ALES GROUPE POLSKA	Zaruby 9/119 02-796 WARSAW POLAND	100,00	100,00	Intégration Globale
ALES GROUPE Suisse	Cours de Rive 10 CP 3397 1211 GENEVE 3 Suisse	100,00	100,00	Intégration Globale

Rapport d'activité semestriel 30 juin 2007

Activité

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe est en progression de + 1,7 % par rapport au 30 juin 2006 (89 millions d'euros contre 87,5 millions d'euros). La baisse significative du dollar a un effet négatif de 0,9% ; à taux de change constant la croissance de l'activité est de près de +2,7%.

En terme de secteur d'activité, il est important de noter que tous les secteurs sont en progression, la France +1,1% confirme son retour à la croissance alors que le principal circuit de distribution, la pharmacie, est globalement en repli sur la période.

Les filiales progressent de +3% à taux constant et de 1% à taux courant (effet dollar). L'Italie connaît un palier logique dans sa croissance étant à présent la seconde marque de dermocosmétique en pharmacie en Italie ; le succès des filiales espagnole et polonaise se confirme avec une croissance proche de +50% sur la période. Seule la filiale anglaise nécessite une attention particulière car elle enregistre un repli de -20% de son activité.

Enfin la croissance de l'activité des distributeurs connaît une pause +5% qui est normale au regard de la forte croissance enregistrée au 1^{er} semestre 2006 +48%.

En terme d'activité proprement dite, il est intéressant de constater que les trois activités du groupe sont en croissance à taux de change constant, le capillaire + 4,5% la cosmétique +0,8% (il faut prendre en compte l'effet de base significatif de la croissance de cette activité au 1^{er} semestre 2006 +11,9%) et enfin les parfums + 9,5%. En dépit de l'absence de lancement de nouveaux produits sur la période, l'activité parfums progresse grâce au travail mené par le groupe sur le repositionnement de la marque CARON.

Le groupe a simplifié son organigramme juridique en acquérant les participations minoritaires détenues par diverses personnes physiques dans certaines filiales du groupe, principalement la filiale italienne. Il en résulte une diminution de 0,4 millions d'euros des intérêts minoritaires dont 0,3 au titre de la filiale italienne.

Comptes consolidés

Les états financiers au 30 juin 2007 d'Ales Groupe sont établis conformément aux normes et interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2007.

Résultat

La marge brute à 53,5 millions d'euros enregistre un léger tassement de -2% qui doit être comparé à une forte progression de +11,8% au 1^{er} semestre 2006. Cette consolidation était attendue après des destructions de stocks pour 2,1 millions d'euros.

Les frais marketing sont en forte progression de +11,5% et représentent près de 38% du chiffre d'affaires soit une progression de trois points par rapport au 30 juin 2006.

Les frais administratifs restent sous contrôle avec une progression de 1,3%. Ainsi le résultat opérationnel courant est en repli de -33,8% à 9,2 millions d'euros, il représente 10,3% du chiffre d'affaires.

Le résultat net part du groupe est quant à lui en repli de 37,2% à 4,9 millions d'euros.

Le résultat net part du groupe par action s'élève à 0,36 € contre 0,58 € pour le 1^{er} semestre de l'exercice précédent.

Evolution des flux de trésorerie

Le flux net de trésorerie généré par l'activité -4,3 M€ est comparable à celui du premier semestre 2006 (-4,6 millions d'euros), étant entendu que la baisse de la marge brute d'autofinancement est compensée par la maîtrise des stocks

Le flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement s'élève à -1 M€ sur le semestre.

Le flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (-6 M€) s'explique principalement par le paiement de dividende pour 5,4 millions d'euros.

La trésorerie nette enregistre une diminution de 4,9 M€ par rapport au 1^{er} semestre 2006 pour s'établir à 2,6 M€ au 30 juin 2007.

Bilan et structure financière

En ce qui concerne les principaux postes du bilan, les stocks sont stables à 29,8 millions d'euros, les créances clients en hausse normale au regard de la saisonnalité des ventes et atteignent 50,2 millions d'euros.

Les capitaux propres ont été retraités pour correction d'erreur, l'impact de cette écriture est de 1,5 millions d'euros au 31/12/2005 et 0,3 millions d'euros sur le résultat de 2006, il concerne un écart entre la marge en stock antérieurement calculée et celle constatée du fait de l'installation d'un nouveau système de reporting.

Le ratio d'endettement est stable à 31,3%.

Informations sur la société mère

Le chiffre d'affaires de la société mère au 30 juin 2007, principalement constitué de refacturations de prestations intragroupe, s'élève à 7,3 millions d'euros.

Le résultat net formé principalement par les dividendes du groupe atteint, au 30 juin 2007, le montant de 9,4 millions d'euros.

Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

Le groupe a acquis en juillet 2007 la participation de 5% détenue par l'actionnaire minoritaire de la filiale italienne pour 1,3 millions d'euros.

Cette opération qui contribue à confirmer une décision mise en oeuvre à la date de clôture du semestre a été inscrite dans les comptes consolidés au 30 juin 2007.

Perspectives 2007 – Risques et incertitudes sur les 6 mois à venir

Une accélération de la croissance de l'activité est attendue au second semestre 2007 grâce à un effet de base plus favorable et d'importants lancements produits dans les trois activités du groupe.

Une amélioration des marges au second semestre est également attendue mais elle ne permettra probablement pas de retrouver le niveau de rentabilité de 2006.

C– Rapport des commissaires aux comptes sur l'examen limité des comptes semestriels consolidés pour la période du 1^{er} Janvier 2006 au 30 juin 2007

(Articles L. 232-7 du Code de commerce et 297-1 du décret du 23 mars 1967)

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application de l'article L.232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

l'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société ALES GROUPE, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2007 au 30 juin 2007, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes professionnelles applicables en France.

Un examen limité de comptes intermédiaires consiste à obtenir les informations estimées nécessaires, principalement auprès des personnes responsables des aspects comptables et financiers, et à mettre en œuvre des procédures analytiques ainsi que toute autre procédure appropriée. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit effectué selon les normes professionnelles applicables en France. Il ne permet donc pas d'obtenir l'assurance d'avoir identifié tous les points significatifs qui auraient pu l'être dans le cadre d'un audit et, de ce fait, nous n'exprimons pas une opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité, dans tous leurs aspects significatifs, des comptes semestriels consolidés avec le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 3-4 « Corrections antérieures » de l'annexe qui expose les raisons pour lesquelles la société a procédé à la modification des comptes comparatifs et l'incidence de ce traitement sur les capitaux propres et le résultat de 2006.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Paris,

le 4 octobre 2007

COFACOM
Patrice Martin

CAILLIAU DEDOUT ET ASSOCIES
Stéphane Lipski

Commissaires aux Comptes
Membres de la Compagnie Régionale de Paris